

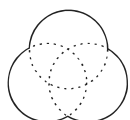
Généralités



Transparence:

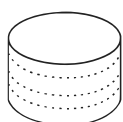
47 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du Public:

15 /100



Contrôle Budgétaire:

43 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 9ème édition de l'EBO couvre 125 pays.

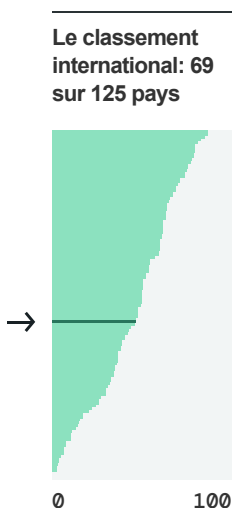
Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2023, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

Le Maroc a un score de transparence de **47** (sur 100).

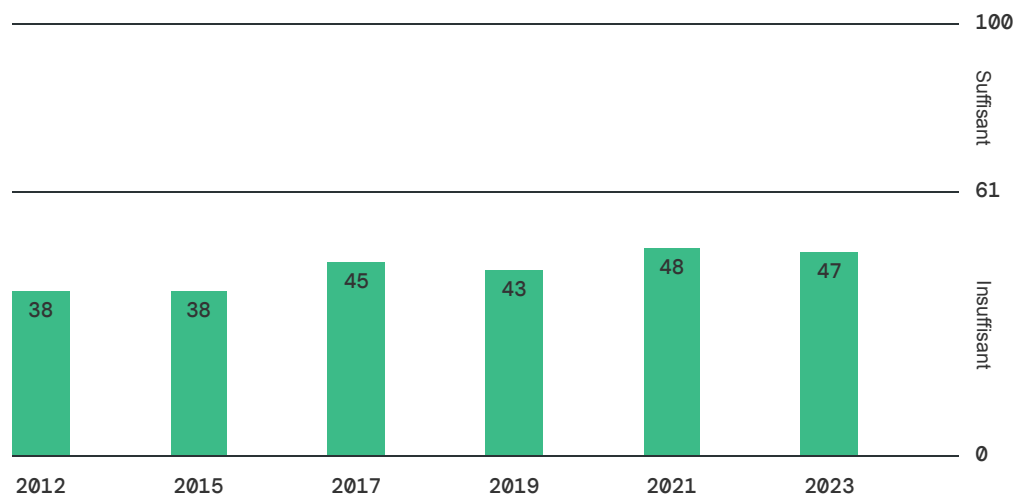
Maroc: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Jordan	60
Egypt	49
Maroc	47
Saudi Arabia	26
Liban	17
Tunisie	16
Iraq	8
Qatar	2
Sudan	2
Yemen	0

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

Maroc: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Maroc: Disponibilité publique des documents budgétaires

LÉGENDE

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- Non produit

Document	2012	2015	2017	2019	2021	2023
Rapport préalable au budget	○	○	○	●	●	○
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	●	●
Budget approuvé	●	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	●	●	●	●	●	●
Rapport en cours d'année	●	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	○	○	○	○	●	●
Rapport de fin d'année	●	○	○	●	●	●
Rapport d'audit	●	●	●	●	●	●

Maroc: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY	
●	61-100 / 100
●	41-60 / 100
●	1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2023	Non produit
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2023	52
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2023	89
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2023	84
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2022	82
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2022	70
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2021	Usage interne
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2020	Publié avec retard

Le score de transparence du Maroc de 47 dans l'EBO 2023 est proche de son score de 2021.

Qu'est-ce qui a changé en 2023 ?

Le Maroc a réduit la disponibilité des informations budgétaires en raison des changements suivants :

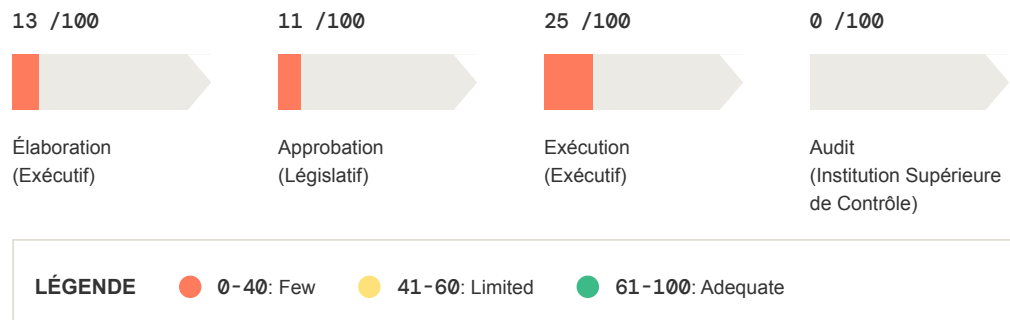
- Non publication du Rapport d'audit en ligne dans les délais.

Recommandations

Le Maroc devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport de fin d'année et du Rapport d'audit dans les délais.
- Produire et publier le Rapport préalable au budget en ligne en temps utile.
- Inclure dans le Projet de budget de l'exécutif (le Projet de loi de finances, ou PLF) des données sur la situation financière du gouvernement et des données sur les prévisions macroéconomiques. En outre, des informations sur les arriérés de dépenses, les passifs éventuels, les dépenses fiscales et les contributions non financières peuvent également être incluses afin d'améliorer l'exhaustivité du PLF.

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc a mis en place consultations citoyennes pendant l'élaboration du budget et consultations en ligne pendant l'exécution du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Élargir les mécanismes durant la formulation qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

Le Parlement du Maroc a mis en place audiences publiques pour l'approbation du budget annuel, mais devrait également accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre à tout membre du public ou à toute organisation de la société civile de témoigner lors des débats sur le projet de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Cour des Comptes du Maroc devrait donner la priorité aux actions suivantes afin d'améliorer la participation du public au processus budgétaire :

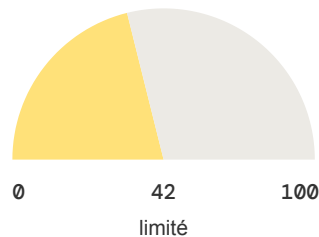
- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

Contrôle budgétaire

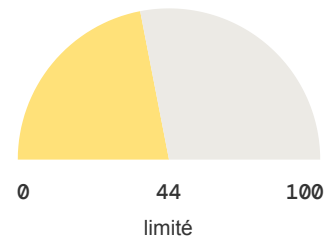
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Maroc assurent ensemble un contrôle limité au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **43** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

Recommandations

Le Parlement de Maroc assure un contrôle suffisant pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être priorisées :

- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.

- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Afin de renforcer l'indépendance et d'améliorer le contrôle de la Cour des Comptes du Maroc, les actions suivantes sont recommandées :

- Exiger l'approbation du Législatif ou du Judiciaire pour nommer et pour révoquer le/la Président(e) de la Cour.
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Maroc ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2022 ont été évalués dans l'EBO 2023.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Association Mouvement alternatives citoyenne

mouvementalci@gmail.com

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et au Maroc par un représentant du Ministère de l'Économie et des Finances.